

## La Côte d'Ivoire est-elle surendettée auprès de la Chine? Les avis des citoyens sont divisés

Dépêche No. 369 d'Afrobarometer | Wahi Innocent Flan, Joseph Koné, et Kaphalo Ségorbah Silwé

### Résumé

La mondialisation de l'économie a accéléré la coopération et a facilité les échanges entre tous les pays de la planète. Elle a contribué à briser le monopole commercial longtemps détenu et jalousement entretenu par les ex-puissances coloniales dans de nombreux pays africains. Celle-ci a également entraîné l'émergence de nouvelles puissances économiques,<sup>1</sup> dont la Chine, qui est aujourd'hui la première puissance commerciale mondiale (Allard, 2020). Ainsi le développement de l'économie chinoise dans sa politique d'expansion met un point d'honneur à sa coopération avec les pays africains. Le 3<sup>ème</sup> sommet du Forum de Coopération Chine-Afrique (FOCAC), tenu en 2006, confirme la place centrale que tient désormais l'Afrique dans les stratégies extérieures du gouvernement chinois (Massa, 2015).

Dans le cadre de cette coopération, les investissements de la Chine en Afrique ont connu un bon spectaculaire, au point de faire de ce pays asiatique le premier partenaire commercial de l'Afrique (Caslin, 2019; Ighobor, 2013). Dans le secteur des infrastructures, la part de marché des entreprises chinoises atteindrait déjà 50% avec plus de 10.000 entreprises chinoises opérant sur le continent, et 90% d'entre elles sont privées (Belzic, 2017).

Toutefois, ces nombreux investissements, qui contribuent énormément au développement des pays africains, ne font pas toujours l'unanimité au sein de l'opinion africaine. La Chine est même accusée, par des pays occidentaux ainsi que des critiques africains, de « néocolonialisme » et de promotion du ré-endettement de l'Afrique (Caslin, 2019b). Face à ces critiques, nous sommes amenées à nous interroger si derrière la coopération économique sino-africaine ne se cache pas une réelle volonté de la Chine d'asseoir une influence sur les pays africains. Ou s'agit-il d'une stratégie des puissances en perte d'hégémonie sur le continent pour diffamer et saper la coopération sino-africaine? Que pensent les citoyens ivoiriens du commerce entre la Chine et leur pays?

Les résultats de la dernière enquête d'Afrobarometer, effectuée avant la pandémie de la COVID-19, révèlent une appréciation positive des échanges économiques entre la Chine et la Côte d'Ivoire. Cela est renforcé par la conviction que les prêts ou l'aide accordés par la Chine s'accompagnent de beaucoup moins d'exigences par rapport aux autres pays donateurs. Cependant, les Ivoiriens sont divisés sur la question de savoir si leur pays s'est trop endetté auprès de la Chine. Et le modèle de développement américain reste le préféré des citoyens ivoiriens même si le choix du modèle chinois a connu une légère progression au sein de l'opinion publique.

<sup>1</sup> Notamment les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, et Afrique du Sud)

## L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2020 sont prévues pour au moins 35 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Côte d'Ivoire, conduite par le CREFDI, s'est entretenue avec 1.200 adultes ivoiriens en novembre 2019. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées en Côte d'Ivoire en 2013, 2014, et 2017.

## Résultats clés

- Seulement la moitié (50%) des répondants ivoiriens ont connaissance que la Chine consent à leur pays des prêts ou de l'aide au développement.
- Parmi les Ivoiriens qui ont connaissance des prêts ou de l'aide chinois, la moitié (48%) pensent que leur gouvernement s'est trop endetté auprès de la Chine.
- Les citoyens ivoiriens qui pensent que les activités économiques de la Chine influencent quelque peu/beaucoup l'économie ivoirienne sont passés de 61% en 2013 à 53% en 2019.
- Les Ivoiriens dans leur grande majorité (70%) affirment que l'influence économique et politique de la Chine est plutôt positive sur la Côte d'Ivoire.
- Malgré une légère progression, le choix du modèle de développement chinois par les citoyens ivoiriens arrive en deuxième position (29%), après celui des États-Unis d'Amérique (34%).

## Le contexte: L'Afrique au centre des stratégies commerciales des grandes puissances

L'Afrique est l'objet d'intérêts de la part des grandes puissances, qui développent diverses stratégies pour tirer le meilleur du partenariat avec les pays du continent. Sa part dans le commerce mondial a augmenté de façon constante, passant de 276 milliards de dollars USD en 2000 à 806 milliards dollars USD en 2016. Les flux commerciaux de l'Afrique avec des pays émergents comme la Chine et l'Inde se sont sensiblement intensifiés, entraînant une réorientation des relations moins favorables aux partenaires traditionnels (OCDE, 2018).

Dans le but de revigorer les échanges entre les États-Unis et l'Afrique, les autorités américaines créent en 2000 l'AGOA (African Growth and Opportunity Act), qui prévoit une franchise de droits de douanes sur 6.500 produits (pétroliers, agricoles, textiles, artisanat, etc.) (Latreille, 2003). De plus, pour accroître le commerce bilatéral et les investissements en Afrique, les États-Unis ont multiplié les initiatives. Malgré ces efforts, ils ne parviennent pas à s'imposer face à leurs principaux concurrents que sont la Chine et l'Union Européenne (Dare, 2019).

De son côté, la France reste active en Afrique. Malgré la progression en valeur de ses exportations vers le continent, ses parts de marché ont été divisées par deux depuis 2000, passant de 11% à 5,5% en 2017. C'est ainsi que, depuis une vingtaine d'années, l'Afrique voit son importance dans le commerce extérieur français décroître (COFACE, 2018). De plus, la

France a perdu en 2017 son statut de premier fournisseur européen du continent africain, au profit de l'Allemagne.

L'Allemagne multiplie ses efforts pour accroître ses échanges commerciaux avec l'Afrique, qui ne pèse que très peu dans son commerce extérieur. En plus, l'Allemagne intervient aussi en Afrique à travers la GIZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit), qui s'attelle au développement de structures publiques (Georget & Alcandre, 2016).

En plus de ces pays, l'Inde participe aussi activement au commerce avec l'Afrique. En 2014, l'Afrique représentait 11% des exportations et 9% des importations de l'Inde. Avec ses 40 milliards de dollars d'importations, l'Inde a dépassé les États-Unis pour devenir le troisième partenaire commercial de l'Afrique en 2014, juste derrière l'Union Européenne et la Chine (Nations Unies, 2015). Malgré ses efforts, l'Inde est largement devancé sur le continent par la Chine.

Au cours des deux dernières décennies, la Chine a multiplié ses échanges commerciaux avec l'Afrique ainsi que ses investissements sur le continent. Le partenariat offensif de la Chine bouleverse l'architecture de l'aide au développement au bénéfice d'une Afrique en pleine mutation.

La politique chinoise de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays africains et son approche directe de l'aide la rendent plus attractive pour certains pays que les bailleurs de fonds occidentaux dont l'aide est souvent assortie de plusieurs conditions.

De ce fait, les échanges entre l'Afrique et la Chine sont passés de 10,5 milliards de dollars USD en 2000 à 40 milliards de dollars USD en 2005 et 170 milliards de dollars USD en 2017 (Ighobor, 2013).

Le commerce entre la Côte d'Ivoire et la Chine ne déroge pas à ce dynamisme. A cet effet, on note que leur coopération économique est passée d'un peu plus de 100 millions de dollars USD en 1998 à 2,14 milliards de dollars USD aujourd'hui, soit 20 fois plus importants qu'il y a 21 ans (Li, 2019). Et la Chine est de plus en plus présente dans nombre de secteurs économiques.

### **Perception des échanges Côte d'Ivoire-Chine par les citoyens ivoiriens**

Afrobarometer a interrogé les répondants aux enquêtes sur leurs propres observations relativement à l'aide au développement, à l'influence de la Chine, aux exigences liées aux prêts ou l'aide, et au modèle de développement souhaité. Tout d'abord, les citoyens ivoiriens ont-ils connaissance des contributions de la Chine pour leur pays?

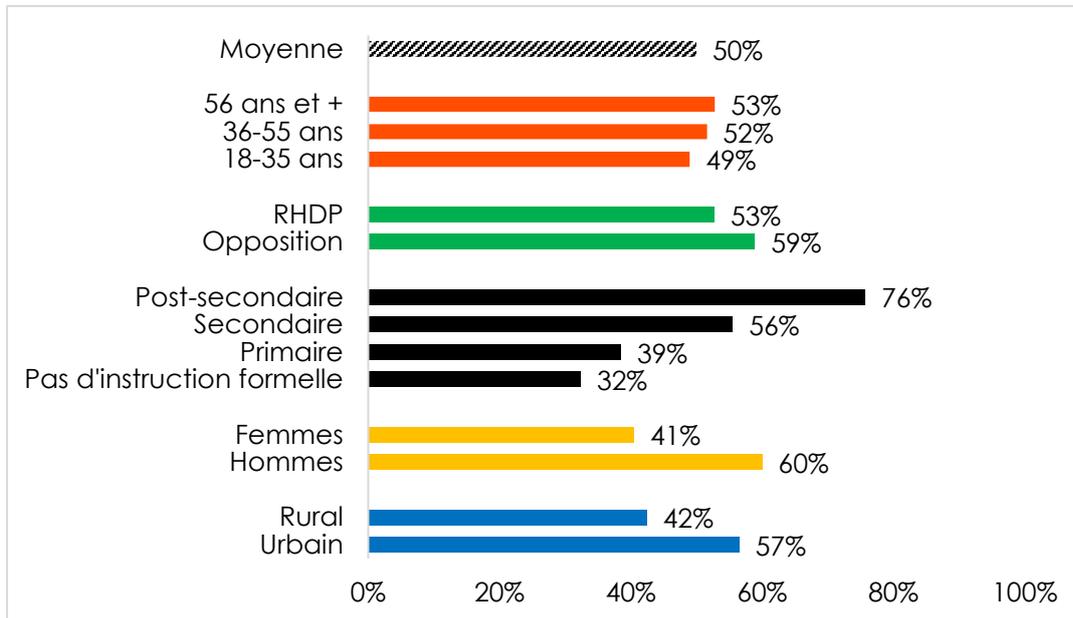
En fin 2019, seulement la moitié (50%) des Ivoiriens avaient connaissance que la Chine consentait à leur pays des prêts ou de l'aide au développement (Figure 1). Sans surprise, plus les citoyens sont instruits, plus ils ont tendance à être au courant des engagements de la Chine, allant de 32% chez ceux qui n'ont aucune instruction formelle jusqu'à 76% pour le niveau d'instruction post-secondaire. Plus d'hommes (60%) que de femmes (41%) savent que la Chine consent des prêts ou de l'aide au développement de la Côte d'Ivoire, ainsi que plus de résidents en milieu urbain (57%) que de ruraux (42%).

Au niveau des groupements politiques,<sup>2</sup> la connaissance des prêts ou l'aide de la Chine est plus importante chez les partisans de l'opposition (59%) que chez les citoyens proches du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) (53%).

---

<sup>2</sup> Afrobarometer détermine l'affiliation politique en fonction des réponses aux questions « *Vous sentez-vous proche d'un parti politique en particulier?* » et, si oui, « *De quel parti s'agit-il?* »

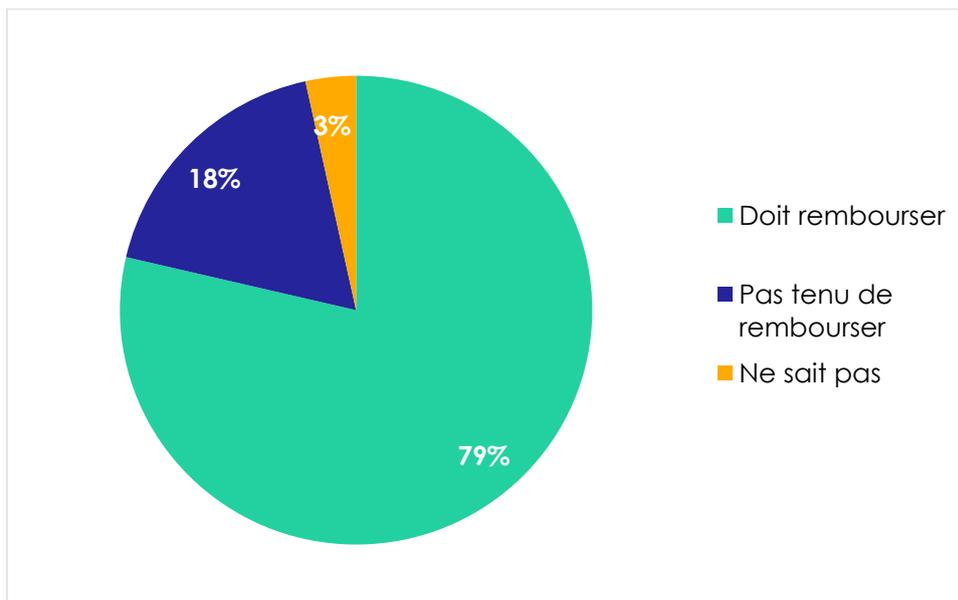
**Figure 1: Connaissance des prêts ou de l'aide de la Chine** | par groupe socio-démographique | Côte d'Ivoire | 2019



**Question posée aux répondants:** A votre connaissance, est-ce que la Chine consent à notre pays des prêts ou de l'aide au développement, ou n'avez-vous pas eu la chance d'en entendre parler? (% « oui »)

Parmi ceux qui ont connaissance des prêts ou de l'aide au développement apportés par la Chine, la grande majorité (79%) pensent que le gouvernement est tenu de les rembourser (Figure 2).

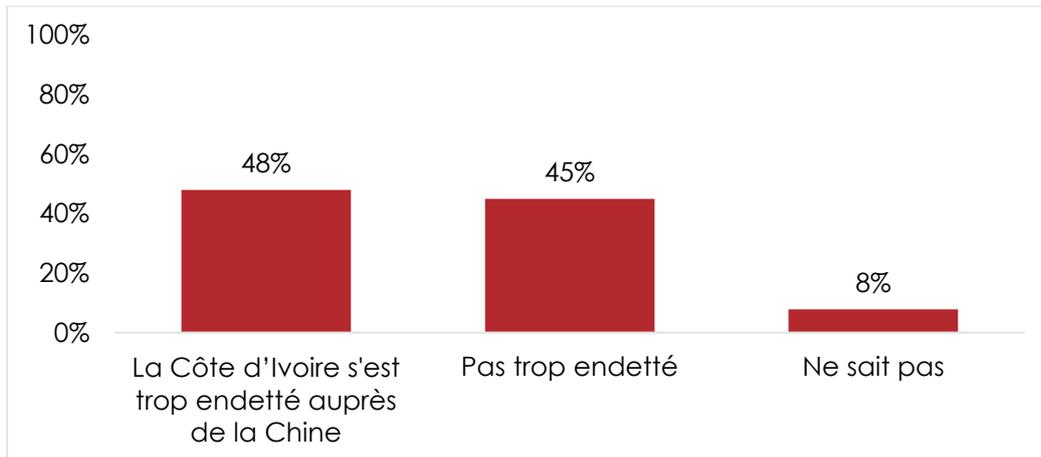
**Figure 2: Perception de l'obligation de remboursement des prêts ou de l'aide apportés par la Chine** | Côte d'Ivoire | 2019



**Question posée aux répondants:** Pensez-vous que notre gouvernement soit tenu de rembourser à la Chine les prêts et l'aide au développement qu'elle apporte à la Côte d'Ivoire, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer?

Les citoyens qui ont connaissance de l'existence des prêts ou de l'aide chinois sont divisés sur la question si le gouvernement ivoirien s'est trop endetté auprès de la Chine: 48% disent oui, 45% non (Figure 3).

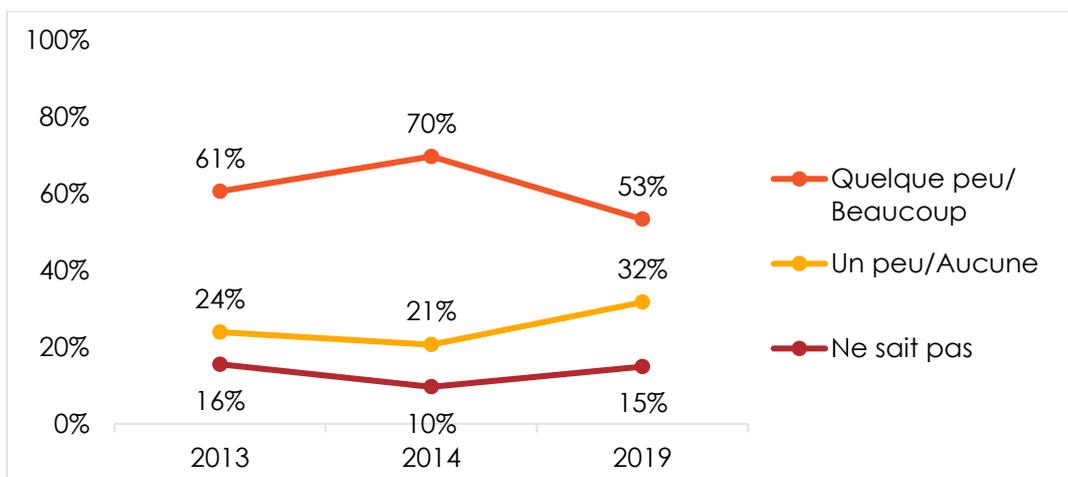
**Figure 3: Niveau d'endettement du gouvernement auprès de la Chine | Côte d'Ivoire | 2019**



**Question posée aux répondants:** Pensez-vous que notre gouvernement se soit trop endetté auprès de la Chine?

L'influence perçue de la Chine a diminué en Côte d'Ivoire. Les citoyens ivoiriens qui pensent que les activités économiques chinoises influencent « quelque peu » ou « beaucoup » l'économie ivoirienne sont passés de 61% en 2013 à 53% en 2019 après avoir connu un pic de 70% en 2014 (Figure 4). La baisse observée pourrait s'expliquer en partie par les affrontements qui ont opposé en mars 2017 des ressortissants chinois aux travailleurs ivoiriens dans la ville d'Odienné (Agence Ivoirienne de Presse, 2017), et ayant fait l'objet de nombreux commentaires sur les réseaux sociaux. Cela traduit donc que malgré l'importance de l'influence perçue de la Chine au sein de la population, celle-ci reste fragile et soumise à des facteurs non-économiques.

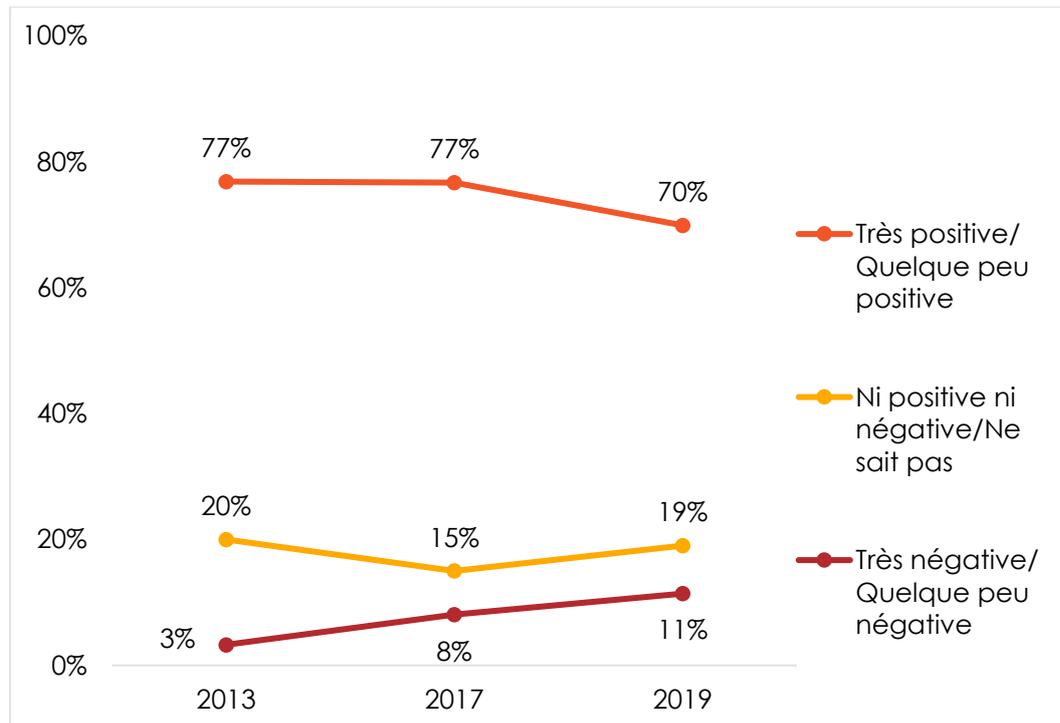
**Figure 4: Influence des activités économiques de la Chine sur l'économie ivoirienne | Côte d'Ivoire | 2013-2019**



**Question posée aux répondants:** À votre avis, combien les activités économiques de la Chine influencent-elles l'économie de la Côte d'Ivoire, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer?

Avant la crise liée à la pandémie de la COVID-19, les Ivoiriens dans leur grande majorité (70%) ont affirmé que l'influence économique et politique de la Chine sur la Côte d'Ivoire est « quelque peu positive » ou « très positive » (Figure 5). Par ailleurs, juste un Ivoirien sur 10 (11%) perçoivent l'influence de la Chine comme négative. Même si la perception positive de l'influence de la Chine a connu une baisse de 7 points de pourcentage entre 2017 et 2019, elle reste largement favorable.

**Figure 5: Perception de l'influence économique et politique de la Chine**  
 | Côte d'Ivoire | 2013-2019



**Question posée aux répondants:** Et à propos des pays suivants, pensez-vous que l'influence économique et politique de chacun d'entre eux sur la Côte d'Ivoire est plutôt positive, plutôt négative, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Chine?

## Conditionnement de l'aide au développement

La majorité des Ivoiriens rejettent l'idée selon laquelle c'est le rôle des pays donateurs d'assurer la promotion de la démocratie et des droits humains par le biais de leurs prêts ou dons. Ainsi, juste quatre citoyens sur 10 (42%) sont d'accord que « lorsque d'autres pays accordent des prêts ou de l'aide au développement à la Côte d'Ivoire, ils devraient imposer des exigences strictes pour s'assurer que notre gouvernement promeut la démocratie et le

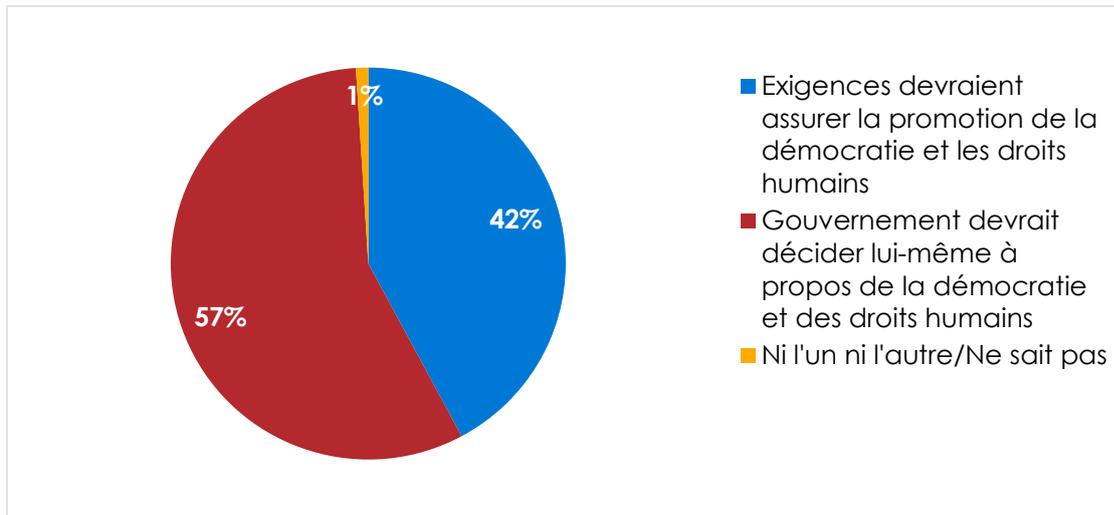
Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

respect des droits humains », contre 57% qui affirment que les décisions sur les questions de démocratie et de droits humains doivent revenir au gouvernement ivoirien (Figure 6).

Ces chiffres traduisent l'expression des citoyens quant aux lignes rouges ou limites que le gouvernement ne doit franchir dans le cadre d'acceptation des

conditions des prêts contractés auprès d'autres pays. Ils montrent par ailleurs la volonté des citoyens de protéger le système démocratique et les droits humains des influences extérieures.

**Figure 6: Conditionnement des prêts ou de l'aide au développement | Côte d'Ivoire | 2019**



**Question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

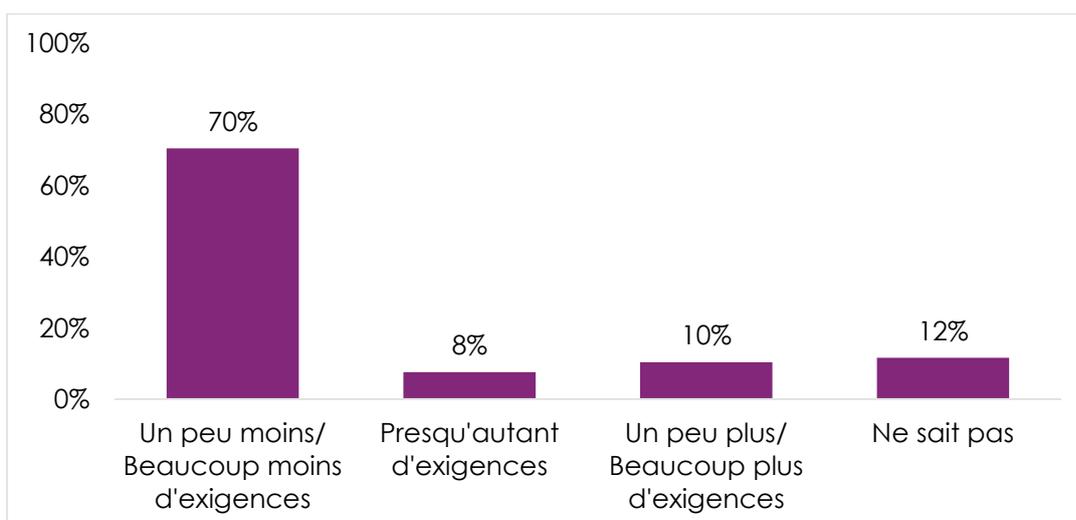
*Affirmation 1: Lorsque d'autres pays accordent des prêts ou de l'aide au développement à la Côte d'Ivoire, ils devraient imposer des exigences strictes pour s'assurer que notre gouvernement promeut la démocratie et le respect des droits humains.*

*Affirmation 2: Même si d'autres pays accordent des prêts ou de l'aide au développement à la Côte d'Ivoire, notre gouvernement devrait décider lui-même à propos de la démocratie et des droits humains.*

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Sept citoyens sur 10 (70%) qui ont connaissance que la Chine accorde des prêts ou de l'aide au développement à la Côte d'Ivoire pensent que la Chine propose « beaucoup moins » ou « un peu moins » d'exigences à notre gouvernement comparativement à d'autres pays donateurs (Figure 7).

**Figure 7: Exigences des prêts et de l'aide de la Chine | Côte d'Ivoire | 2019**



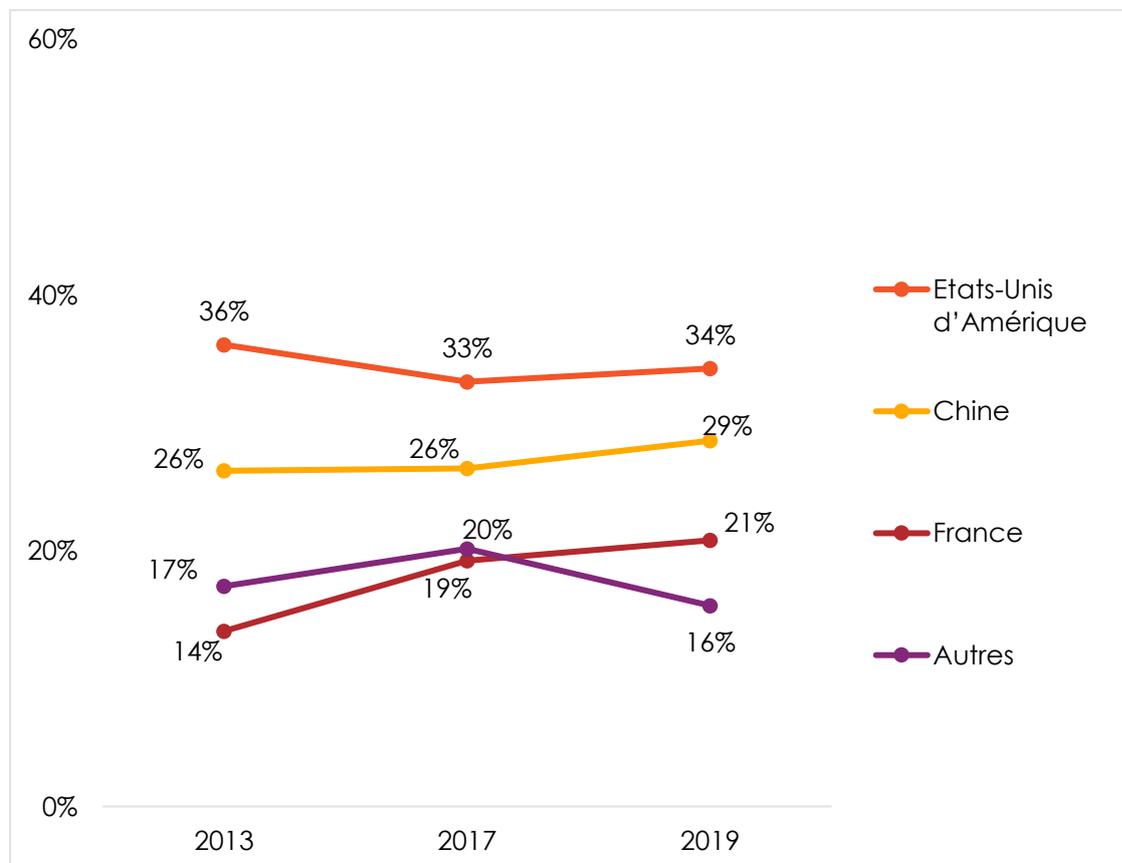
**Question posée aux répondants:** Lorsque la Chine accorde des prêts et de l'aide au développement à la Côte d'Ivoire, pensez-vous qu'elle met plus d'exigences ou moins d'exigences sur notre gouvernement comparativement à d'autres pays donateurs, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer?

## Le choix chinois

La croissance de la Chine et sa capacité à sortir en l'espace de 30 ans du sous-développement constitue pour bon nombre de pays africains une leçon de développement. Partir de la pauvreté extrême pour devenir une puissance mondiale émergente et être l'un des principaux exportateurs de produits manufacturés attire l'attention de nombreux pays en développement. Pour l'Afrique, la Chine fait office de modèle de développement. Elle constitue également, en dehors des partenaires au développement traditionnels, la source de financement qui manquait pour que l'Afrique amorce son développement. Les dirigeants africains souhaiteraient vivement reproduire l'expérience de la Chine, qui a su planifier, développer, et mettre en œuvre des zones économiques spéciales afin d'attirer des investissements étrangers (Banque Africaine de Développement, 2011).

Malgré la perception positive des relations économiques avec la Chine, le choix du modèle de développement chinois par les citoyens ivoiriens arrive en deuxième position (29%), après celui des États-Unis d'Amérique (34%) (Figure 8). La France suit en troisième place (21%). Cette vision est restée relativement constante au fil du temps, avec un léger gain (de 3 points de pourcentage) pour la préférence de la Chine entre 2017 et 2019. L'observation de ces chiffres montre qu'au sein de la population ivoirienne, aucun des modèles ne s'impose véritablement face à ses concurrents et que ces modèles se talonnent tous.

**Figure 8: Modèle de développement souhaité | Côte d'Ivoire | 2013-2019**



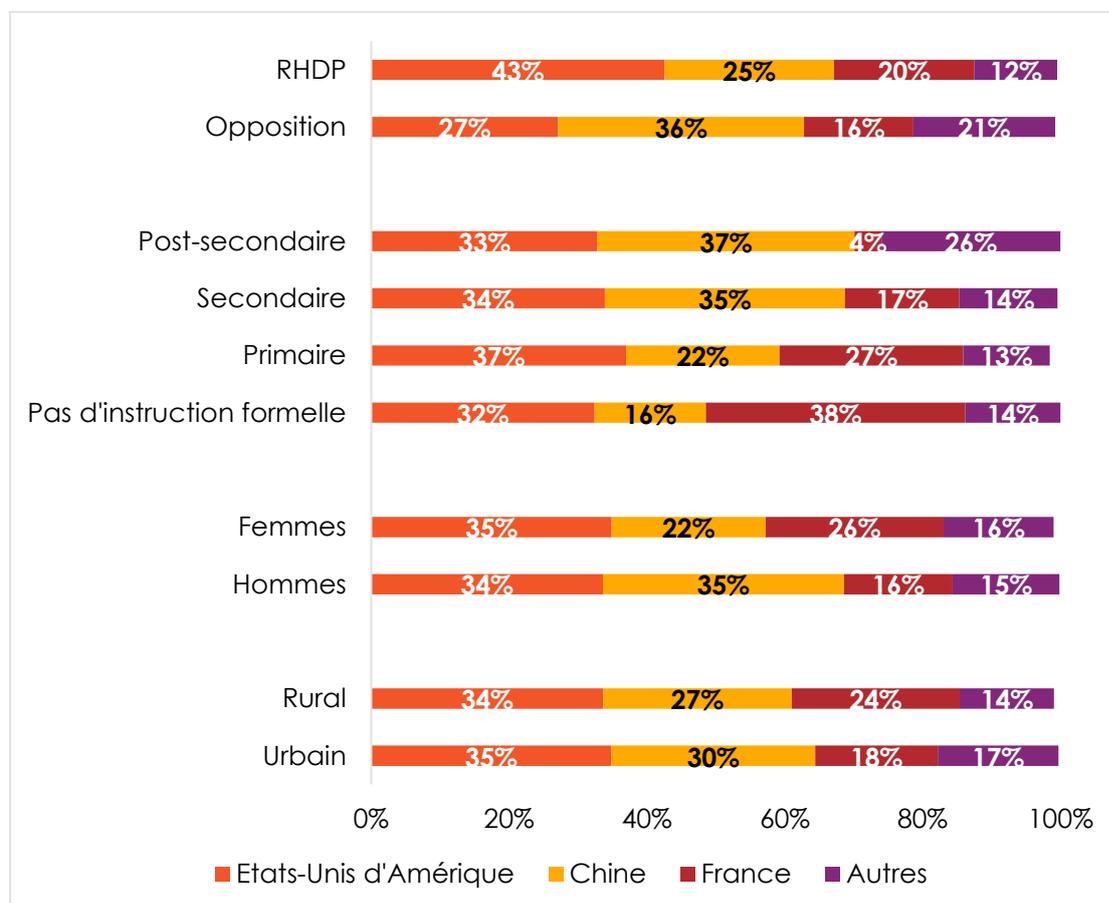
**Question posée aux répondants:** À votre avis, lequel des pays suivants, le cas échéant, serait le meilleur modèle de développement futur de notre pays, ou y a-t-il un autre pays en Afrique ou ailleurs qui devrait être notre modèle?

Le profil socio-démographique des citoyens qui choisissent la Chine comme meilleur modèle de développement s'oppose sur bien des points à celui de ceux qui optent plutôt pour les États-Unis ou la France.

Ainsi, parmi les citoyens ivoiriens, le choix de la Chine pour meilleur modèle de développement varie selon qu'on se trouve dans l'opposition (36%) ou le RHDP (25%) (Figure 9). Cela montrerait que les partisans de l'opposition sont plus susceptibles de favoriser le modèle de développement chinois.

En ce qui concerne les niveaux d'instruction, les citoyens de niveau secondaire ou post-secondaire sont plus favorables au modèle chinois (35%-37%) que ceux du niveau primaire ou sans instruction formelle (16%-25%). Les hommes (35%) se révèlent plus favorables au modèle chinois par rapport aux femmes (22%).

**Figure 9: Meilleur modèle de développement** | par groupe socio-démographique | Côte d'Ivoire | 2019



**Question posée aux répondants:** À votre avis, lequel des pays suivants, le cas échéant, serait le meilleur modèle de développement futur de notre pays, ou y a-t-il un autre pays en Afrique ou ailleurs qui devrait être notre modèle?

## Conclusion

Ces données montrent que la majorité des Ivoiriens perçoivent positivement l'influence de la Chine. Alors que juste la moitié des citoyens savent que la Chine consent à leur pays des prêts ou de l'aide au développement, la majorité de ceux-ci trouvent que l'aide fournie par la Chine s'accompagne de moins de conditions par rapport à celle provenant d'autres puissances. La grande majorité de ces citoyens comprennent également que le

gouvernement est tenu de rembourser les prêts ou l'aide contractés, et ils sont divisés sur la question de savoir si la Côte d'Ivoire s'est trop endettée auprès de la Chine.

Le choix du modèle de développement chinois a connu une légère progression au sein de la population ivoirienne. Cependant, le modèle américain reste le plus souhaité. Malgré la multiplication des partenaires, la France, ancienne puissance coloniale, continue d'occuper une place importante dans les préférences des Ivoiriens.

## Références

- Mattes, R., Dulani, B., & Gyimah-Boadi, E. (2016). Dividende de la croissance? La pauvreté vécue décroît en Afrique. Afrobarometer Document de Politique No. 29.
- Ministère du Plan et du Développement. (2016). Plan national du développement 2016-2020.
- Nations Unies. (2016). Objectifs de développement durable.

**Wohi Innocent Flan** est doctorant à l'Université Alassane Ouattara et assistant de recherche au Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI) à Abidjan. Email: innocent.flan@yahoo.fr.

**Joseph Koné** est chargé des finances et associé de recherche au CREFDI à Abidjan. Email: spiderone0@gmail.com.

**Kaphalo Ségorbah Silwé** est directeur exécutif du Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI) à Abidjan. Email: segorbah7@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, dirige un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana : Center for Democratic Development (CDD-Ghana), Les instituts : Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya), Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, de Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, et de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Bruno van Dyk ([bruno.v.dyk@afrobarometer.org](mailto:bruno.v.dyk@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).



Dépêche No. 369 d'Afrobarometer | 22 juin 2020